

20 JUN 1951

Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 juin 1951, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "n° 1 rendant applicables aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée, diverses dispositions légales du temps de guerre", a donné en sa séance du 11 juin 1951 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e Juni 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "nr 1 waarbij verschillende, in oorlogstijd geldende wetsbeschikkingen toepasselijk gesteld worden op de leden van het Expeditiekorps voor Korea", heeft ter zitting van 11 Juni 1951 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL RENDANT APPLICABLES AUX MEMBRES DU CORPS
EXPEDITIONNAIRE POUR LA COREE, DIVERSES DISPOSITIONS
LEGALES DU TEMPS DE GUERRE.

BAUDOUIN, Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels
du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 décembre 1945 approuvant
la charte des Nations-Unies et le statut de la Cour
internationale de justice, signés à San-Francisco le
26 juin 1945;

Vu la loi du 30 mai 1951 autorisant le Roi à
étendre certaines dispositions applicables en temps de
guerre ou de mobilisation, aux membres des forces bel-
ges affectés à l'exécution de mesures décidées par le
Conseil de sécurité des Nations-Unies;

Vu les résolutions du Conseil de sécurité
des Nations-Unies des 25 juin, 27 juin et 7
juillet 1950;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la
Défense nationale, de Notre Ministre des Finances et
de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos
ministres qui en ont délibéré en conseil,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949 sont applicables, suivant les distinctions établies ci-après, aux membres du corps expéditionnaire pour la Corée.

Elles sont applicables dans les mêmes conditions :

- 1° aux membres belges du groupe de liaison pour la Belgique et le Luxembourg auprès du commandant des Nations-Unies, en mission auprès du corps expéditionnaire pour la Corée;
- 2° aux membres du personnel de la cantine militaire centrale ainsi qu'aux personnes énumérées à l'article 2, d, des lois sur les pensions de réparation, attachés au corps expéditionnaire pour la Corée;
- 3° aux ayants droit des personnes dont il est question au présent article, à l'exception des ayants droit visés par l'article 21, alinéas 2 et 3, des mêmes lois.

.../...

Article 2.-

Pour l'application des mêmes lois, le fait dommageable doit être survenu pendant la période où le membre du corps expéditionnaire pour la Corée ou la personne appartenant à l'une des catégories prévues à l'article 1er, alinéa 2, 1° et 2°, se trouvait en dehors du territoire du Royaume.

Article 3.-

§ 1er. Le degré d'invalidité à prendre en considération pour la fixation de la pension de réparation est établi en déduisant du résultat du calcul déterminé à l'article 9 des mêmes lois, le degré total d'invalidité attribué pour des faits antérieurs au départ de l'intéressé pour la Corée, ou pour des faits qui, se plaçant pendant la période visée par le présent arrêté, ne tombent pas sous son application.

§ 2. Pour les requérants qui appartiennent aux catégories prévues aux articles 6 et 8 des mêmes lois, les réductions prévues à l'article 9 de ces lois ne sont pas appliquées si les demandes de pension parviennent à l'Administration des pensions militaires dans un délai d'un an à compter du fait dommageable ou, le cas échéant, de la date du présent arrêté.

§ 3. La disposition du § 2, a, de l'article 53 des mêmes lois n'est pas applicable aux personnes dont il est question à l'article 1er.

.../...

§ 4. Lorsque l'intéressé se trouve en dehors du territoire du Royaume, la lettre recommandée prévue par l'article 19, 1^o, des mêmes lois peut être remplacée par une demande transmise par l'intermédiaire de l'autorité militaire.

§ 5. Les demandes de pension d'invalidité introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et satisfaisant aux conditions indiquées à l'avant-dernier alinéa de l'article 19 des mêmes lois, sont prises en considération avec effet à la date de leur introduction et sans qu'une forclusion puisse leur être opposée.

De même, les demandes de pension introduites par des ayants droit avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont prises en considération à la date de leur introduction et sans qu'une forclusion puisse leur être opposée.

Article 4.-

L'arrêté-loi du 30 mai 1916 relatif au mariage par procuration peut être appliqué lorsque l'un des futurs époux est membre du corps expéditionnaire pour la Corée ou appartient à l'une des catégories de personnes prévues à l'article 1er, alinéa 2, 1^o et 2^o, et qu'il se trouve en dehors du territoire du Royaume.

Article 5.-

* Un conseil de guerre en campagne, dénommé conseil de guerre près les forces belges en Extrême-Orient, est institué auprès du corps expéditionnaire pour la Corée.

La faculté d'appeler des jugements rendus par ce conseil de guerre est temporairement suspendue.

Article 6.-

Le conseil de guerre, institué sous la même dénomination par l'ordonnance prise en campagne le 8 février 1951 par le commandant du corps expéditionnaire pour la Corée, est supprimé.

L'opposition aux jugements par défaut rendus par ce conseil de guerre sera portée devant le conseil de guerre institué par l'article 5. L'opposition pourra être faite entre les mains du greffier de ce dernier conseil de guerre.

Le greffier du conseil de guerre institué par l'article 5 aura la garde des minutes, actes et archives du conseil de guerre supprimé par le présent article. Il exercera, en outre, toutes les attributions incombant au greffier de cette juridiction supprimée.

Article 7.-

Le temps de guerre est réputé exister en ce qui concerne les infractions commises par les membres du corps expéditionnaire pour la Corée, ainsi que par les personnes attachées à cette fraction de l'armée ou autorisées à suivre un corps de troupe qui en fait partie, pendant toute la période durant laquelle cette fraction de l'armée se trouve en dehors du territoire du Royaume, quel que soit le lieu où l'infraction a été commise.

Toutefois, si, au moment du fait, l'auteur séjournait régulièrement en Belgique, les infractions

.../...

prévues par les chapitres III, IV, V et VI du Code pénal militaire commises par les personnes précitées à l'intérieur du territoire du Royaume sont réputées avoir été commises en temps de paix.

Article 8.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er octobre 1950.

Toutefois, les articles 5, 6 et 7 entrent en vigueur le vingtième jour après celui de la publication au Moniteur belge.

Article 9.-

Nos ministres sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de la Justice,

KONINKLIJK BESLUIT WAARBIJ VERSCHILLENDE IN OORLOGSTIJD
GELDEND WETSBEPALINGEN OP DE LEDEN VAN HET EXPEDITIE-
KORPS VOOR KOREA VAN TOEPASSING WORDEN VERKLAARD.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht
van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 14 December 1945 tot goed-
keuring van het handvest van de Verenigde Volken en het
statuut van het Internationale Gerechtshof, getekend
te San-Francisco op 26 Juni 1945;

Gelet op de wet van 30 Mei 1951 waarbij de
Koning er toe gemachtigd wordt sommige in oorlogs-
of mobilisatietijd toepasselijke beschikkingen eveneens
van toepassing te verklaren op de leden van de Belgi-
sche strijdkrachten, belast met de uitvoering van
door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties getrof-
fen maatregelen ;

Gelet op de besluiten van de Veiligheidsraad
der Verenigde Naties van 25 Juni, 27 Juni en 7 Juli 1950;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Lands-
verdediging, van Onze Minister van Financiën en van Onze
Minister van Justitie en op het advies van Onze in raad
vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

.../...

Artikel 1.-

De wetten op de vergoedingspensioenen, samengeordend bij het besluit van de Regent van 5 October 1948 en aangevuld bij de wet van 22 December 1949 zijn, volgens het hierna gemaakte onderscheid, van toepassing op de leden van het expeditiekorps voor Korea:

Zij zijn onder dezelfde voorwaarden van toepassing op :

- 1° de Belgische leden van de verbindingsgroep voor België en Luxemburg bij het commando der Verenigde Naties, met opdracht bij het expeditiekorps voor Korea;
- 2° op de leden van het personeel der militaire hoofdcantine en de in artikel 2, d, van de wetten op de vergoedingspensioenen opgesomde personen, beide verbonden aan het expeditiekorps voor Korea;
- 3° op de rechthebbenden van de personen waarvan sprake in dit artikel, met uitzondering van de rechthebbenden bepaald in artikel 21, tweede en derde lid, van dezelfde wetten.

Artikel 2.-

Voor de toepassing van dezelfde wetten, moet het schadelijk feit plaats hebben gehad tijdens de periode waarin het lid van het expeditiekorps voor Korea of de persoon behorend tot een der in artikel 1, tweede lid, 1° en 2°, bedoelde categorieën zich buiten 's Rijks grondgebied bevond.

.../...

Artikel 3.-

§ 1. De graad van invaliditeit welke bij de vaststelling van het vergoedingspensioen in aanmerking dient genomen, wordt verkregen door, van de uitkomst der berekening bepaald bij artikel 9 van dezelfde wetten af te trekken de totale graad van invaliditeit toegekend wegens feiten die dagtekenen van vóór het vertrek van de betrokkene naar Korea, of wegens feiten die zijn voorgevallen tijdens de periode waarvan sprake in dit besluit en niet onder toepassing daarvan vallen.

§ 2. Voor de verzoekers die behoren tot de categorieën bepaald in de artikelen 6 en 8 van dezelfde wetten, worden de verminderingen, in artikel 9 der zelfde wetten bedoeld, niet toegepast zo de pensioenaanvragen op het bestuur der militaire pensioenen toekomen binnen de termijn van één jaar te rekenen van het schadelijk feit of, bij voorkomend geval, van de datum van dit besluit.

§ 3. Het bepaalde in § 2, a, van artikel 53 derzelfde wetten is niet van toepassing op de in artikel 1 bedoelde personen.

§ 4. Wanneer de betrokkene zich buiten het grondgebied van het Rijk bevindt, kan het aangetekend schrijven waarvan sprake in artikel 19, 1°, van dezelfde wetten vervangen worden door een aanvraag overgemaakt door bemiddeling van de militaire overheid.

§ 5. De aanvragen om invaliditeitspensioen, die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend en aan de vereisten van het voorlaatste lid van artikel 19 van dezelfde wetten voldoen, worden in aanmerking genomen

.../...

met uitwerking op de datum van indiening en zonder dat zij voor uitsluiting vatbaar zijn.

Evenzo worden de aanvragen om pensioen, die vóór de inwerkingtreding van dit besluit door de rechthebbers zijn ingediend, in aanmerking genomen op de datum van indiening en zonder dat zij voor uitsluiting vatbaar zijn.

Artikel 4.-

De besluitwet van 30 Mei 1916 betreffende het huwelijk bij volmacht kan worden toegepast wanneer een van de aanstaande echtgenoten lid van het expeditiekorps voor Korea is of tot een van de categorieën van personen bedoeld in artikel 1, tweede lid, 1° en 2°, behoort en hij zich buiten het grondgebied van het Rijk bevindt.

Artikel 5.-

Bij het expeditiekorps voor Korea wordt een krijgsraad te velde opgericht onder de benaming : Krijgsraad bij de Belgische strijdkrachten in het Verre Oosten.

Het recht om in hoger beroep te komen tegen de vonnissen, door deze krijgsraad gewezen, is tijdelijk geschorst.

Artikel 6.-

De krijgsraad, onder dezelfde benaming opgericht bij de verordening te velde van 8 Februari 1951 van de bevelhebber van het expeditiekorps voor Korea, wordt afgeschaft.

.../...

Het verzet tegen vonnissen door die Krijgsraad bij verstek gewezen, wordt voor de bij artikel 5 opgerichte Krijgsraad gebracht. Het verzet kan bij de griffier van laatstgenoemde Krijgsraad worden gedaan.

De griffier van de bij artikel 5 opgerichte Krijgsraad bewaart de minuten, akten en archiefstukken van de bij dit artikel afgeschafte Krijgsraad. Bovendien oefent hij al de bevoegdheden van de griffier van dit afgeschafte rechtscollege uit.

Artikel 7.-

Inzake misdrijven gepleegd door leden van het expeditiekorps voor Korea, zomede door personen die aan dat gedeelte van het leger verbonden zijn of gemachtigd zijn een daartoe behorend troepenkorps te volgen, wordt als oorlogstijd beschouwd, de ganse tijd dat bedoeld gedeelte van het leger zich buiten het grondgebied van het Rijk bevindt, om 't even waar het misdrijf begaan werd.

Zo de dader evenwel op het tijdstip van het feit zelf regelmatig in België vertoefde, worden de in de hoofdstukken III, IV, V en VI van het Militair Strafwetboek omschreven misdrijven, die door de voornoemde personen binnen het grondgebied van het Rijk gepleegd werden, beschouwd als zijnde in vreedstijd gepleegd.

.../...

Artikel 8.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 October 1950.

De artikelen 5, 6 en 7 treden echter in werking de twintigste dag na die van de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 9.-

Onze ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président du
de Heren : Conseil d'Etat, président
 eerste-voorzitter van voorzitter
 de Raad van State,

 M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
 G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

 G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
 adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la ver- De overeenstemming tussen
sion française et la version de Franse en de Nederlandse
néerlandaise a été vérifiée tekst werd nagezien onder toe-
sous le contrôle de M. SUETENS. zicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET.

(signé) J. SUETENS.

tre de la Défense nationale.
nister van Landsverdediging.

expédition délivrée à M. le Minis-
uitgifte afgeleverd aan de H. Mi-

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van
State,

K. MEES.